

Assemblée générale – 16 novembre 2025

Mesdames, Messieurs, Monsieur le maire, chers amis, chers camarades,

C'est avec une grande joie que je vous salue tous chaleureusement et vous remercie de tout cœur d'être venus aussi massivement au grand rendez-vous annuel des travailleurs frontaliers, qu'est l'Assemblée générale.

Je suis toujours très impressionné par votre nombreuse présence à nos AG. Vous venez en nombre pour exprimer un message de solidarité, de l'intérêt que vous portez à votre organisation qui ne cesse de se battre depuis 48 ans contre toutes les discriminations qui frappent le monde frontalier et contre toutes remises en cause de nos conquêtes sociales.

Je voudrais que vous sachiez que pour moi le moment présent, animé par ma longue vie de militant est un merveilleux moment.

Oui ma vie de militant a commencé quand je suis entré en apprentissage comme compositeur typographe à 14 ans à l'imprimerie Pierron et adhéré à la Fédération Française des Travailleurs du Livre, premier syndicat de France créé en 1880. Devenant délégué des apprentis imprimeurs, j'ai été confronté à la lutte pour la justice sociale. Et ces valeurs de solidarité, de lutte m'ont été inculquées par les anciens et mon père syndicaliste. Ils répétaient toujours que « **rien nous a été donné, rien n'est tombé du ciel, mais que tous nos acquis, nos droits ont été arrachés par la lutte de classe au prix parfois du sang des ouvriers.** » Et du haut de mes 77 ans, je ne cesserai de clamer ce que les anciens m'ont inculqué.

C'est toujours important de rappeler l'histoire de la classe ouvrière. Et notre organisation a été créée et construit en 1977 sur ces valeurs. **Nous étions 5 à l'époque avec notre regretté Marcel Hantz, le président fondateur, et avons gravé dans le marbre ces valeurs, que notre lutte contre toutes les discriminations qui frappent les travailleurs frontaliers va de pair avec notre lutte contre toutes remises en causes de nos conquêtes sociales, quel que soit le gouvernement en place. Oui, et 48 ans après, nous n'avons pas viré notre cuti, et n'acceptons pas la destruction de nos acquis sociaux qui ne cessent d'être broyés au nom de cette UE de malheur qui ne génèrent que misère et guerre.**

Je me félicite que notre philosophie, nos valeurs sont partagées par le Comité de Défense et d'Initiatives des Frontaliers occupés au Luxembourg, dont le président est mon camarade Philippe Manenti ici à la tribune. Oui, nous sommes les seules

organisations ouvrières en Lorraine qui avons le courage de dénoncer cette Europe du capital et de dire qu'il faut en sortir et rompre avec tous ses traités destructeurs.

L'Assemblée générale est un rendez-vous majeur dans la vie de notre organisation. Nous disons aujourd'hui avec force :

**Non aux discriminations qui frappent les travailleurs et retraités frontaliers !
Non au travail jusqu'au tombeau, dicté par Bruxelles ! Non à la casse sociale !
Non à la guerre !**

Chers Amis, le panneau sur le pupitre signale : « Résister, c'est dire défendre inlassablement le vrai et le juste. » C'est le même que l'année dernière, qui est malheureusement, toujours d'actualité.

Oui résister c'est dire inlassablement le vrai et le juste. La situation sociale ne cesse de s'empirer à tous les niveaux et nous sommes au bord d'une 3^e guerre mondiale.

Ces tragédies en Ukraine au Moyen-Orient provoquées par les USA avec leurs complices de l'UE, doivent s'arrêter.

La guerre dans le monde entier va de pair avec la guerre sociale contre les travailleurs et leurs acquis. Karl Libknecht, homme politique socialiste et communiste assassiné en 1919 par les militaires sous les ordres de Noske, dirigeant du SPD, a dit : « *l'ennemi est dans notre propre pays.* »

La révolte gronde partout. La pauvreté explose et fait des ravages dans les familles. D'année en année, les permanences du Secours Populaire Français, des restos du cœur, sont prises d'assaut et n'arrivent plus à satisfaire les demandes des gens qui plongent dans la misère... **Oui, l'Europe vous protège !!!**

Chers amis, le 10 décembre 1977, les travailleurs frontaliers se sont donné les moyens de se défendre, de prendre en main leurs problèmes. Oui, nous étions 5 militants ouvriers au départ et aujourd'hui nous sommes 13.000 membres, ce qui signifie que du bon boulot a été fait. Et d'année en année le Comité de Direction a été conforté dans les orientations prises en 1977 et a toujours été encouragé par l'Assemblée Générale Annuelle d'œuvrer dans cette voie, à savoir :

1. Rassembler les travailleurs frontaliers dans une organisation spécifique afin qu'ils ne soient pas une masse anonyme et inorganisée ;
2. Informer les travailleurs frontaliers sur leurs droits ;
3. Défendre leurs intérêts et agir auprès des autorités nationales, internationales pour faire aboutir leurs légitimes revendications ;
4. Faire corps avec le monde du travail et manifester notre solidarité avec les syndicats allemands et français, et s'engager avec toutes les forces progressistes qui luttent concrètement pour la justice sociale, la liberté, la Paix et contre le Racisme.

Il faut toujours rappeler les grandes revendications satisfaites.

- Réintégration dans le régime local de la sécurité sociale en 1982 ;
- Indemnisation du chômage en fonction du salaire réel depuis 1987.
- Prise en charge immédiate par la sécurité sociale des chômeurs sans attendre la notification de l'Assedic ;
- Extension de la zone frontalière en 1990 qui comprend maintenant les 3 départements, Bas-Rhin, Haut-Rhin et la Moselle ;
- Droit à la carte vitale ;
- Amélioration de la situation fiscale pour les travailleurs frontaliers, hors zone, imposés en Allemagne depuis 1996 ;
- La retraite complémentaire n'est plus minorée de 22% depuis janvier 2000
- Prise en compte de la pension d'invalidité française pour le calcul de la retraite française ;
- Versement des indemnités journalières de maladie aux chômeurs par la CPAM en cas d'épuisement du versement de celles-ci par la Caisse allemande ;
- Réintégration des frontaliers retraités en janvier 2002 dans le régime local de la Sécurité Sociale. Ils ont été éjectés en 1998.
- Affiliation gratuite à l'assurance vieillesse du conjoint qui n'exerçant pas d'activité professionnelle.
- Versement des indemnités de maladie par les caisses allemandes aux actifs frontaliers qui touchent en même temps la retraite française. Un combat de huit ans devant les tribunaux ;
- Prise en charge par l'*Arbeitsamt*, des travailleurs frontaliers en arrêt maladie et toujours sous contrat de travail, après épuisement du versement des 18 mois d'indemnités journalières de maladie ;
- Abrogation de l'imposition des retraites allemandes en Allemagne en 2015 ;
- Concernant le télétravail, après de multiples interventions et la coopération de la TASK FORCE, il y a eu une extension du travail à domicile à 50% en maintenant la législation sociale applicable du pays d'emploi ;
- La grande victoire en 2000 sur la CSG et la CRDS fait date dans les annales du Comité. Oui, cet immense succès, a été arraché après 10 années de lutte auprès des autorités nationales et la Commission européenne. Cette victoire représente + 8% sur le salaire brut mensuel. Grâce à notre combat avec l'appui de la CGT et notre avocat Ralph Blindauer. Oui, Ralph avait fait un mémoire magistral sur le

dossier qui a fait massue auprès des autorités européennes. Oui sans cette grande bataille, les travailleurs frontaliers se feraient plumer par le fisc depuis 1992. Il faut toujours rappeler ces grands acquis à ceux qui disent : *« je n'ai pas encore eu besoin des services du Comité des Frontaliers. »*

- Notre bataille de 2 ans pour l'extension du régime local aux enfants étudiants ayant droit jusqu'à leur 24^e anniversaire a enfin abouti.
- Le dernier grand succès est bien entendu la fin de la double imposition des allocations de chômage partiel, de maladie, d'insolvabilité et l'allocation parentale. Ceci après une lutte de 7 ans.

Sur ce dossier l'État allemand nous est redevable de la somme de 124.000 euros. Oui c'est le montant des frais de justice engagés sur 1.200 dossiers qui n'auraient pas eu lieu d'être si l'Allemagne avait respecté la convention fiscale franco-allemande qu'elle avait signée le 15 mars 2015. Oui une honte ! Un scandale ! D'après nos calculs, notre organisation a récupéré la somme de 1.200.000 euros pour nos membres qui avaient déposé un dossier chez nous.

Vous conviendrez, chers amis, que ces grandes revendications n'ont pas été satisfaites par un simple coup de baguette magique.

Sans le Comité de Défense, sans la solidarité de ses membres qui au fil des années lui ont donné sa force, le contentieux frontalier n'aurait pas bougé d'un pouce. **Oui, rien ne nous a été donné ! Rien n'est tombé du ciel.**

Je tiens aussi ce matin à remercier mes camarades du Comité de direction, notre personnel pour leur engagement et les délégués qui tiennent les permanences tout le long de la frontière de Bitche à Bouzonville. Hubert, notre vice-président, nous en fera un petit rapport tout à l'heure.

Nous remercions aussi ce matin, tous les responsables des institutions : AOK, Arbeitskammer, CPAM, Caisses de retraite, France travail, Caisses d'allocations familiales, pour leur aide dans les dossiers litigieux. Ainsi que la Task Force Frontalier qui fait un formidable travail juridique sur la problématique transfrontalière et toujours en phase avec le CDTFM. Sans oublier bien sûr nos avocats, Eric Schulien, Ralph Blindauer, Marion Descamps et Julien Schaefer.

Chers amis, il nous reste encore du pain sur la planche. De nombreux problèmes restent encore en suspens qui sont les suivants :

Le problème des cures en France n'est toujours pas réglé. Les Caisses allemandes refusent de payer l'avance sur salaire si la cure est faite en France.

Prime de rentrée scolaire. Nous demandons qu'elle soit versée au mois d'août et non au mois d'octobre voire janvier pour certains.

L'allocation différentielle. Nous revendiquons qu'elle soit versée mensuellement et non tous les trimestres. Selon nous les moyens techniques permettent le versement mensuel.

L'Allocation enfant handicapé ne doit pas être prise en compte dans l'allocation différentielle.

Patrick, notre vice-président, responsable de notre commission des prestations familiales, domaine très complexe, n'arrête pas de harceler les autorités sur cette problématique. Oui à la CAF, Patrick est nommé le loup blanc. Expression tout à son honneur. Un rdv était prévu au ministère, mais en dernière minute a été annulé suite au changement du 1^{er} ministre. Un nouveau rdv est en cours.

Pflegeversicherung. Nous ne cessons de relancer le dossier, à ce sujet l'égalité de traitement n'est pas respectée. A cotisations identiques, prestations identiques.

La discrimination fiscale à l'égard des salariés intérimaires « frontaliers » n'est toujours pas réglée. Ils doivent aussi bénéficier du statut fiscal : imposition au pays de résidence. Ils sont lourdement imposés en Allemagne et ne récupère l'impôts versé à tort que l'année suivante après avoir apporté la preuve qu'ils étaient en zone frontalière toute l'année. Nous avons eu une rencontre avec Timo Ahr, président du DGB Sarre et député au Landtag avec Markus Andler, secrétaire de la IG Metall Völklingen. Ils défendent le dossier auprès de Bettina Altesleben secrétaire d'État au ministère du travail sarrois et au ministère des finances

Le dossier CSG-CRDS sur les retraites allemandes

Après la fin de l'imposition des retraites en Allemagne, l'administration fiscale française nous applique la CSG-CRDS sur la retraite allemande depuis 2016.

Nous considérons cette imposition comme illégale et porte atteinte aux Règlements communautaires, nous luttons pour son abrogation.

Ainsi, après avoir financé les branches du régime allemand de sécurité sociale et assuré leur équilibre durant notre vie active, les frontaliers retraités devront en outre combler, à l'instar des travailleurs qui sont restés sédentaires et ont travaillé toute leur carrière durant des régimes français, le déficit de ces régimes, causé par l'incurie de nos gouvernants.

S'agissant de la part de l'assurance dite de maladie, s'il est vrai et juste que les retraités bénéficient des prestations liées à la maladie, ils n'ont jamais bénéficié, ni contribué au déficit de l'ensemble des prestations qui sont couvertes par l'assurance maladie.

Les régimes obligatoires de base de Sécurité sociale sont composés par plusieurs branches et la CSG/CRDS cofinance ces divers organismes :

Maladie - vieillesse, - famille – maladie professionnelle.

Les frontaliers retraités n'étant bénéficiaires et n'ayant droit qu'à la seule et unique branche maladie française, il est inconcevable et illégal que ceux-ci puissent accepter au nom d'un principe de prétendue solidarité d'être victime d'une iniquité flagrante de traitement et financer la caisse de vieillesse, la famille, accident de travail.

Nous avons perdu devant toutes les instances juridiques jusqu'au Conseil d'État qui a refusé de poser la question préjudicielle à la Cour de Justice européenne.

Il y avait eu une avancée sur ce dossier, c'est l'arrêt du Conseil d'Etat du 24 juillet 2019, il a été jugé que lorsque le montant des pensions reçues de France par les poly-pensionnés est inférieur à celui des prélèvements au titre de la CSG, CRDS et de la CASA, celles-ci sont plafonnées au montant de la retraite française. Cet arrêt a été cassé par le Conseil d'Etat en septembre 2024. Ce qui prouve bien qu'il y a de nombreuses incohérences dans ce dossier et que nous demandons que la Cour de Justice européenne se prononce. Le Conseil d'Etat refuse de poser la question à cette Cour de Justice. Leur refus prouve que notre analyse est positive, car le Conseil d'Etat craint que nous obtenions gain de cause. La lutte continue avec le Comité de Défense des Travailleurs Frontaliers du Haut-Rhin qui est le fer de lance dans cette bataille, avec l'avocat Maître Schaefer et une avocate de Lyon. Et croyez-moi on arrivera à cette Cour de Justice européenne.

Une réforme du versement des allocations de chômage est envisagée

Comme nous le craignons, ce dossier est de nouveau sur la table. En 2018 la Commission européenne a fait une proposition de modifier la réglementation relative au paiement des allocations de chômage aux anciens travailleurs frontaliers ; que le dernier pays d'activité serait compétent pour le versement des allocations de chômage. Ceci, selon la Commission, pour éliminer les problèmes de rétrocession des allocations de chômage entre les États membres. C'est quand même extraordinaire, les États ne seraient-ils pas en mesure de se mettre d'accord sur la compensation financière qui est actuellement de 3 à 5 mois selon les pays ?

A l'époque, nous avons mené de multiples actions et démarches auprès de la Commission européenne, ministres du travail français, allemand et luxembourgeois, Parlement européen leur signalant que cette mesure entraînerait de graves difficultés aux anciens travailleurs frontalier en chômage.

Finalement, en 2019, le projet de changer la réglementation européenne n'a pas abouti au niveau des instances européennes.

Nous étions très satisfaits de cette nouvelle, mais nous avons souligné à l'époque qu'il fallait être vigilant car la France étant à l'instigatrice du changement de système reviendrait à la charge.

Nous considérons que le système actuel fonctionne bien. **Il faut que les États s'arrangent entre eux au sujet de la compensation financière. Ce n'est pas aux**

travailleurs frontaliers de subir les conséquences négatives d'une éventuelle réforme.

Il faut rappeler que lors de la rédaction du Règlement (CE) 1408/71, il avait été acté, avec raison, que le pays de résidence est compétent pour le versement des allocations de chômage, **parce que le centre d'intérêt de ce travailleur est le pays de résidence.**

Quoi qu'en pense aujourd'hui la Commission européenne, **le pays de résidence est toujours le centre d'intérêt du travailleur frontalier.**

Pour des raisons purement économiques, selon nous, totalement infondées, cette dépendance de l'agence pour l'emploi du pays de résidence est aujourd'hui remise en cause.

En effet, il est toujours mis en avant que la France verse 800 millions d'euros par an à ses frontaliers sans emploi ayant travaillé précédemment au Luxembourg, en Belgique, en Allemagne et en Suisse.

Ce raisonnement ne tient pas compte de la réalité. Il faut savoir que le travail frontalier est la première entreprise à l'exportation qui ramène grosso modo 7 milliards d'euros de « devises » à la France et fait vivre les zones frontalières. Imaginons le coût pour la France si France Travail devait prendre en charge les 250.000 travailleurs frontaliers. Donc les 800 millions d'euros tant mis en lumière ne pèsent pas lourd dans la balance.

Nous savons que le MEDEF est à l'initiative pour ce changement de paradigme. Il faut savoir que l'accroissement du phénomène frontalier est la résultante de la casse de nos industries de base en Lorraine, sacrifiées sur l'autel de l'Europe (plan Davignon), casse organisée par le grand patronat appuyé par les gouvernements successifs. Des milliers et des milliers de travailleurs lorrains ont dû s'expatrier pour vivre et faire vivre leur famille. A l'époque, ni le CNPF, ni les gouvernements ne se sont souciés sur le devenir de ces milliers de travailleurs lorrains. Et maintenant les travailleurs frontaliers coûteraient trop chers !!!

Les effets négatifs qu'auraient la gestion des allocations de chômage des ex travailleurs frontaliers par le dernier pays d'emploi sont les suivantes :

- Les longs déplacements : pour un certain nombre de demandeurs d'emploi. Pour l'Allemagne, par ex., Kaiserslautern distant de 300 km aller-retour, pourrait devenir le centre compétent pour l'inscription à l'*Agentur für Arbeit*.
- En cas de litige avec l'institution, il faut saisir les tribunaux allemands entraînant des coûts importants ;
- Formations et reconversions professionnelles quasiment impossibles en Allemagne du fait de la barrière de la langue ;

- Les travailleurs âgés, en fin de carrière ont toutes les chances de se retrouver dans la misère après épuisement, par exemple, des allocations allemandes et luxembourgeoises ;

Exemple d'un cas qui résulterait de l'application du droit allemand

Une personne de 61 ans serait indemnisée par les services allemands pour l'emploi, pour une durée pouvant aller jusqu'à 24 mois.

Si elle est toujours sans travail à son 63^{ème} anniversaire, elle pourra éventuellement prétendre à sa retraite française. Le montant de celle-ci serait de quelques euros si la période travaillée en France était courte. Donc cet ex travailleur frontalier plongera dans la misère, car il sera sans ressources durant 3-4 ans jusqu'à l'obtention de sa retraite allemande à 66 voire 67 ans. Quand on dit ça, yeux dans les yeux, au responsable de la Commission européenne, il baisse la tête. C'est inadmissible.

Si ces personnes sont en revanche indemnisées par la France, elles peuvent prétendre au maintien de leurs indemnités de chômage jusqu'à l'obtention de la retraite allemande.

Ce changement de système provoquerait un grave risque de paupérisation de toute une catégorie de personnes (et de leur famille) ayant fait usage de leur liberté de circulation au sein de l'union pour travailler et qui, malgré une carrière longue, seraient sans ressources pendant plusieurs années. C'est intolérable.

Nous faisons le forcing et plaidons le dossier à tous les niveaux : rencontre avec des parlementaires européens, avec la rapporteure du dossier au PE, multiples interventions auprès des ministres du travail français, allemand, luxembourgeois, ministre des Affaires étrangères.

Nous userons de tous les moyens juridiques pour nous opposer à ce changement de système. Ralph Blindauer travaille déjà sur le dossier. Il est convaincu qu'il y a violation des dispositions communautaires. Affaire à suivre. Nous ne lâcherons rien.

Non reconnaissance des taux d'invalidité

Et toujours cette injustice concernant la non-reconnaissance des taux d'invalidité entre la France et l'Allemagne.

Nous avons de nouveau lancé une grande opération de sensibilisation auprès des ministères allemands, français, Commission européenne, auprès des parlementaires afin qu'une fois pour toute cette situation dramatique pour les travailleurs concernés et leur famille, soit réglée.

C'est un scandale de voir qu'aujourd'hui des travailleurs frontaliers, reconnus invalides par la France et non par l'Allemagne, qui se retrouvent dans la misère.

Ils perçoivent, en effet, seulement une pension d'invalidité française uniquement calculée en fonction des années travaillées en France. Si cette période s'avère courte, 5 ou 10 ans, il devient impossible à la famille concernée de subvenir à ses besoins. Il y a des ex-travailleurs frontaliers qui n'ont comme seule ressource que leur pension d'invalidité française d'une centaine d'euros par mois.

Il est quand même scandaleux de constater que lorsque d'éminents professeurs français affirment que le travailleur frontalier n'est plus capable d'exercer une quelconque activité professionnelle, que dans la foulée, leurs homologues allemands prétendent le contraire. Les conclusions des rapports des médecins conseil allemands sont consternantes, et stipulent: *« la personne n'a plus le droit de travailler à des machines, elle n'a plus le droit de faire un travail stressant, elle n'a plus le droit de monter les échelles, elle n'a plus le droit de monter les échafaudages, elle n'a plus le droit de se courber, elle n'a plus le droit de porter de charges lourdes, plus le droit de travailler dans la poussière, le bruit, plus le droit de faire du travail posté, mais la personne peut encore exercer un travail léger comme, par exemple, portier ou caissier à une station d'essence »*. Ces commentaires sont d'une indécence sans pareille qui bafouent la dignité humaine.

C'est une honte de voir des travailleurs frontaliers ayant trimé pendant 35 ans, se retrouver handicapés et malades avec une pension française de 100 euros.

C'est un problème politique et nous demandons qu'un accord bilatéral soit conclu entre la France et l'Allemagne, qui stipulerait que si des médecins d'un État reconnaissent invalide un travailleur que celui-ci soit reconnu invalide, sans tergiversations, par l'autre État. Mais il n'y a aucune volonté politique entre la France et l'Allemagne de régler ce problème.

Imaginez un travailleur qui a fait usage de la mobilité (toujours tellement mis en avant par nos gouvernants, nos eurocrates), qui a travaillé au Luxembourg, en Allemagne, en France, en Suisse en Italie qui tombe malade, se trouve dans l'incapacité de travailler. Devrait-il répondre à tous les critères de chacun de ces pays où il a travaillé pour toucher sa pension d'invalidité ? Ce serait le parcours du combattant. Non ! Si un Etat le met en invalidité les autres devraient automatiquement suivre.

Nous ne devrions pas entendre ce type de commentaire prononcé par un médecin conseil allemand, lors d'un séminaire à Kirkel qui nous a dit textuellement : *« So lange wie de Greifbarkeit noch funktioniert kann man immer noch arbeiten »* (tant que la fonctionnalité d'un membre marche on peut toujours encore effectuer un certain travail)

Il est inadmissible que dans une démocratie l'épreuve de l'exclusion sociale s'ajoute à l'épreuve de la maladie. C'est une honte !

Sur ce dossier, nous sommes aussi soutenus par Timo Ahr, président du DGB Sarre et Markus Andler de la IG Metall Völklingen qui plaident cette revendication auprès des autorités allemandes.

Chers Amis, les travailleurs frontaliers font partie intégrante du monde du travail. Nous vivons les mêmes préoccupations d'emploi, de conditions de travail, de précarité, de flexibilité comme nos camarades allemands. Nous avons toujours appelé les travailleurs frontaliers à se syndiquer sur le lieu de travail et ainsi s'engager pour défendre leurs intérêts de travailleurs, défendre leurs droits et acquis constamment attaqués.

Oui, notre lutte pour la satisfaction de nos problèmes spécifiques frontaliers est indissociable avec notre lutte contre toute remise de nos acquis sociaux.

Comme je viens de le dire, et je le répète, nous avons de grandes victoires à notre palmarès depuis 48 ans de combat et que ces grandes revendications n'ont pas été satisfaites par un simple coup de baguette magique. Mais seulement par l'engagement et la lutte sans relâche de notre organisation.

Sans la solidarité de nos membres qui au fil des années ont donné force et crédibilité au CDTFM, le contentieux frontalier n'aurait pas bougé d'un pouce. **Oui, rien ne nous a été donné ! Rien n'est tombé du ciel.**

Et il en est ainsi, chers Amis, de toutes nos conquêtes ouvrières que la lutte de la classe ouvrière a mis plus de 150 ans à conquérir et qui aujourd'hui sont attaqués voire détruits.

Oui, nous vivons un recul de civilisation dans cette UE capitaliste de malheur qui ne génère que misère et guerre.

Chers Amis, je ne cesserai de le clamer, cette UE a été créée par et pour les capitalistes. Comme l'a dit si bien un syndicaliste grec : l'UE c'est l'union des loups capitalistes. **Oui le grand patronat et les gouvernements à leurs bottes, n'ont jamais digéré ce que le mouvement ouvrier leur a arraché.**

Et les traités dictatoriaux de Rome à Maastricht dont le cœur est la « concurrence libre et non faussée », leur permettent de prendre leur revanche en mettant en concurrence les travailleurs et les peuples, au nom de la compétitivité, et démolir ainsi toutes nos acquis sociaux :

La sécu, l'assurance chômage, les services publics, les statuts, les conventions collectives sans oublier les scandaleuses délocalisations qui sont encouragées par la commission européenne qui dit « il ne faut surtout pas les freiner, c'est le progrès économique. » Les milliers de travailleurs de Ford, Michelin, ZF, Tadano, Schaeffler, jetés comme des malpropres apprécient actuellement leur fameux progrès économique.

Et la retraite... Oui nous faire travailler jusqu'au tombeau. Oui, l'Europe vous protège !

La réforme prévue en France est suspendue, plutôt décalée de 2 années pour mieux la rétablir sur injonction de la Commission européenne.

Le Danemark devient le premier pays de l'Union européenne à franchir le cap : la retraite à 70 ans pour les actifs nés après le 31 décembre 1970. ! La brèche est ouverte ! Un scandale ! Et cette mesure de la honte est applaudie par le kéké de l'Elysée qui aime citer l'exemple du gouvernement danois de porter la retraite à 70 ans pour financer l'effort de guerre. Mais il va jusqu'où ce délire de ceux qui n'ont jamais mis les pieds dans une usine. Lecornu II, le va-t-en guerre, a fait son premier déplacement en tant que premier ministre dans un commissariat. Non M. le 1^{er} ministre ! Il faut aller sur les chantiers, monter les échelles et les échafaudages, sur les toits avec les couvreurs, aller dans un hôpital soulever les malades ... Et vous emmènerez avec vous votre collègue Larcher, le président du Sénat, qui est aussi un fervent militant du recul de l'âge de la retraite. **Oui M. Larcher vous monterez aussi sur les échafaudages et les échelles, et vous verrez qu'il y a une sacrée différence entre cette montée et la montée des marches du Palais du Luxembourg !! Peut-être, là, Messieurs, vous aurez alors une autre vision du monde du travail. Oui honteux !**

Nous avons mis ce scandale, cette saloperie bien en exergue ce matin avec notre banderole sur la tribune.

Il faut savoir que les retraites sont depuis longtemps dans le viseur du broyeur européen. Lors du sommet européen à Barcelone le 22 mars 2002, Chirac, Jospin, Schroeder et Blair ont signé avec le même stylo le recul de l'âge de la retraite de cinq ans.

Oui, cette saloperie de travailler jusqu'à 70 ans est depuis longtemps dans les tiroirs de la Commission européenne. En effet, la retraite à 67 ans avait été engagée en 2005 en Allemagne par le « socialiste » Schroeder dans le cadre des mesures Hartz IV avec en prime les félicitations de la Commission européenne qui avait dit que ces mesures vont dans le bon sens de l'Europe. A l'époque déjà, les politiciens allemands avaient dit : « *die Gespräche der Renten mit 70 darf kein Tabu mehr sein* » (discuter de la retraite à 70 ans ne doit plus être tabou). Une honte !

Oui, à l'exemple de Macron : la retraite à 70 ans pour financer l'effort de guerre. Guerre en Ukraine provoquée par les USA avec leur complice l'Union européenne

Oui, il faut taper dans les dépenses sociales. Le nouveau chancelier allemand, Friedrich Merz - le corrompu comme ancien directeur de Black Rock, ce va-t'en guerre... - donne un exemple : il attend des directions syndicales qu'elles « *convainquent* » les travailleurs de leur « *maintien volontaire dans la vie active au-delà de 67 ans* »... Tout cela pour que l'armée reçoive « *tous les moyens financiers* »

dont elle a besoin pour devenir l'armée conventionnelle la plus puissante d'Europe. Comme l'a dit le ministre de la défense, Boris Pistorius, « *il faut rendre à l'armée allemande sa capacité à faire la guerre* » face à la menace russe. C'est l'hystérie totale antirusse ! C'est de nouveau la ruée vers l'Est (*Drang nach Osten*), l'opération Barbarossa de juin 1941 ! Veulent-ils prendre leur revanche sur Stalingrad ? Oui détruire notre protection sociale, nos services publics ... pour faire la guerre, réclamée aussi par le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte au Parlement européen le 13 janvier : « *il faut réaffecter l'argent de la protection sociale à la défense.* » **Ils sont devenus complètement fous nos gouvernants, ces fauteurs de guerre, vraiment des cinglés qui sont aux affaires.** Quand on entend la corrompue von der Leyen qui n'a aucune prérogative en ce qui concerne la politique étrangère, dire que l'UE sera prête pour la guerre avec la Russie d'ici 2030. Et personne, ni nos directions syndicales françaises, allemandes, les partis politiques ne montent sur les barricades en entendant ces propos délirants. Imaginons une guerre contre la 1^{ère} puissance nucléaire, cette guerre sera nucléaire et elle ne durera que quelques secondes et ce sera le néant. Ils sont complètement dérangés. Une députée polonaise avait dit à la von der Leyen, mais envoyez donc vos enfants se battre dans les tranchées ukrainiennes ! Qu'attendez-vous ? Et que nos va-t'en guerre les Glücksman et les Bernard Henri les accompagnent.

Chers Amis, et ils nous disent sans honte que l'Europe c'est la paix ! Et veulent détruire le social pour financer la guerre contre la Russie.

Jusqu'à quand la CO acceptera cette démolition sociale pour financer la guerre.

Oui, il faut mettre fin au programme du dictateur de l'Elysée qui se voit déjà à la tête de cette Europe fédérale guerrière. Il a bien un programme. Il faut savoir qu'il a été mis en place par le groupe Bildenberg, McKinsey, Black Rock, la haute finance internationale qui l'ont mandaté pour détruire notre pays. Et il y parvient.

Lecornu qui dit une seule chose compte : **c'est l'intérêt du pays, l'intérêt national.**

Il ose parler de l'intérêt du pays, alors que Macron et cie ont vendu nos fleurons industriels à l'étranger. Oui, 1.600 entreprises stratégiques ont été vendus ces dernières années à l'étranger. On a perdu, par ex., en 15 ans : Alstom, un des leaders mondiaux de l'énergie, Alcatel vendu à Nokia, Arcelor leader mondial de l'acier, Pechiney, leader mondial de l'aluminium, technip, leader de l'Oil and Gaz, de la prospection sous-marine, Lafarge, le ciment, Essilor et j'en passe. Ils ont tout tué notre économie, notre autonomie stratégique et énergétique. Il faut savoir, comme l'a annoncé Arnaud de Montebourg que les responsables de cette trahison nationale ont touché des gros chèques de commission, 20 millions pour Patrick Kron pour le bradage d'Alstom, M. Combe 13 millions en vendant Alcatel, M. Pillenko 9 millions en vendant Technip etc. etc.

Ils continuent de démanteler notre EDF dans la continuité des traites nationaux que sont Jospin et Hollande qui ont appliqué à la lettre les directives

européennes. Oui, en 2000, la trahison du gouvernement de Lionel Jospin, « la transposition de gauche » des directives européennes de privatisation du gaz et de l'électricité. C'est suite à son accord avec les Verts de Dominique Voynet, et **ceci à des fins purement électorales** que Jospin arrêta Superphénix qui nous aurait produit pendant 3000 ans de l'électricité en utilisant les déchets nucléaires comme le dit Henri de Proglio ancien PDG d'EDF. Nous avons 30 ans d'avance dit-il, et que nous devons exiger la sortie de ce prix européen indexé sur le gaz allemand et notre facture d'électricité sera divisé par 2, dit Proglio. On marche sur la tête, on est dans un monde de fou, dit-il. Bruxelles impose à EDF de céder à un prix dérisoire le 1/3 de sa production à 42 euros le mégawatt aux concurrents privés qui ont été créés artificiellement, ces parasites, ces charognards qui le revendent à 140 euros, dit Proglio. Il dit que les Allemands avait comme objectif de nous couler, l'Allemagne n'acceptait pas que la France dispose d'un outil compétitif aussi puissant qu'EDF à sa porte ? **Oui, l'obsession allemande depuis 30 ans, c'est la désintégration d'EDF. Elle a réussi (on parle toujours du couple franco-allemand, mais c'est un couple sado-maso, c'est l'Allemagne qui tient le fouet). On est dans un monde de fou. Il faut lire le livre de Henri de Proglio : « l'étrange débâcle – comment la France a perdu sa souveraineté énergétique. »** Savez-vous qu'au sein du ministère de la transition écologique, il y avait une cellule allemande qui s'occupait justement de contrer le tout nucléaire, ça a été prouvé. C'est-à-dire que les Allemands ont tout fait pour nous couler.

Et cerise sur le gâteau, nous avons payé le coût faramineux du bouclier tarifaire sur l'électricité qui s'est élevé à 48 milliards d'euros, dont s'est vanté le mozarde de la finance, l'incapable Bruno Lemaire. **Oui un coût totalement inutile, qui n'aurait pas eu lieu d'être. 50 milliards jetés par la fenêtre !** L'État avec nos incapables au gouvernail a subventionné un surcoût qui est lié uniquement à la méthode de calcul du marché. Une honte !!!

Le gaz et l'électricité sont des services vitaux pour la population. Ils doivent être renationalisés et les monopoles de service public rétablis. Et tous ces hypocrites maastrichtiens nous disent : « grâce à l'Europe, le peuple est protégé... » **Une honte ! Il ne faut cesser de dénoncer cette trahison nationale.** L'énergie est le moteur de notre niveau de vie ; un facteur déterminant pour la santé des entreprises. Sur ce scandale énergétique, les syndicats, tous les parlementaires de droite comme de gauche, s'ils ont encore conscience de l'intérêt national, devraient monter sur les barricades et exiger **quotidiennement** la sortie de ce prix européen indexé sur le gaz allemand et de revenir au coût national de production. **Des milliers d'entreprises, des boulangeries ont mis la clé sous la porte à cause du prix exorbitant de l'énergie.**

Et la folie climatique. Oui la folie d'interdire la voiture thermique d'ici 2035. Leur fameux pacte européen, une folie qui va coûter mille milliards d'euros pour réduire les émissions de 55% d'ici 2030. Et pour réduire la température, vous savez de

combien ? deux millièmes de degré. C'est ce que disent d'éminents physiciens comme François Gervais qui sont interdits dans les médias. Oui 11 millions d'emplois sont en danger en Europe par leur politique désastreuse, par leur folie climatique. Ce sera la catastrophe pour l'industrie automobile. Et Macron, Merz et cie continuent comme un canard sans tête, dans cette stratégie suicidaire, imposée par la von der Leyen, de la fin des moteurs thermiques en 2035. Christian Harbulot, fondateur de l'école de guerre économique s'exclame : « *Pourquoi il n'y a aucune réaction permanente des directions syndicales et des patrons de l'industrie automobile contre cette attitude suicidaire, pourquoi ne se mobilisent-ils pas ? Il faut bloquer cette stratégie suicidaire. On sait très bien que la voiture électrique est un échec commercial majeur dans notre pays.* »

Les gouvernements successifs ont liquidé notre sidérurgie, et ceci sur l'autel de cette Europe de malheur et la casse continue en Lorraine. Alors que l'acier est un pilier de la souveraineté industrielle. Rappelez-vous Sarkozy : Gandrange vivra et son successeur Hollande : Florange vivra. Oui toute cette clique doit être jugée pour trahison nationale ! Ces 2 individus ont violé le vote souverain du peuple le 29 mai 2005 qui a dit non à 55% contre le traité constitutionnel. Un coup d'État institutionnel ! Et ces individus-là osent prononcer le mot démocratie. Oui trahison nationale !

Et nos incapables à la tête de l'État appellent à la responsabilité les citoyens et citoyennes.

Ils appellent à la responsabilité ces 13 millions de pauvres, ces 2.000 enfants qui sont dans la rue, ces millions de précaires, ces milliers de famille qui dorment dans leur voiture. **Ils appellent à la responsabilité** ce 1/3 des Français qui se privent de nourriture, oui, 1 sur 3 saute un repas, ces étudiants qui sont au bord du suicide. **Ils appellent à la responsabilité** les Français qui n'arrivent plus à se chauffer, à faire le plein d'essence, le 15 du mois le portemonnaie est vide. **Ils osent prononcer ce mot être responsable** alors que leur politique criminelle ferme les urgences, supprime des milliers de lits d'hôpitaux sur injonction de l'UE, **leur politique** fait mourir sur les brancards, fait intuber des nourrissons dans les couloirs par manque de lits, **leur politique** ferme les écoles, et est responsable du manque de professeurs, du manque de médecin, de médicaments, leur politique vend nos fleurons industriels à l'étranger...

Et en même temps, leur politique « responsable » font que les profits des grandes entreprises et leurs dividendes atteignent des sommets. Le patrimoine de 500 plus grandes fortunes en France a plus que doublé, atteignant 1.228 milliards d'euros en 2024.

Sans oublier les milliards qui sont envoyés aux néonazis de Kiev. Oui, plus de 35 milliards d'euros. Et la programmation militaire de 413 milliards dans le budget de guerre d'ici 2030, et les 800 milliards d'investissements européens pour la guerre.

Ceci aux ordres de Trump qui exigent que ses toutous, ses carpettes européens relèvent leurs dépenses militaires à hauteur de 5% de leur produit intérieur brut pour poursuivre la stratégie d'encerclement agressif à l'encontre de la Russie et la Chine. Et nos imbéciles, les doigts sur la couture s'exécutent. **Et ils nous disent il n'y a pas d'argent pour les hôpitaux, la Sécu, les retraites, l'éducation, les salaires... Oui une honte !**

Chers Amis, tant que le despote de l'Élysée, oui l'emmerdeur, car il m'a couvert de merde quand il a dit je vais emmerder les non vaccinés, tant qu'il n'est pas destitué, il n'arrêtera pas d'en remettre une couche pour arriver à la destruction totale de nos conquêtes sociales, que sa doublure va-t'en guerre Lecornu est en train de mettre en pratique. Oui, vont passer à la caisse et vont se faire tondre : les travailleurs, les retraités, les malades, les précaires, les chômeurs...

Ça suffit ! Ça ne peut plus continuer !

Il faut les renverser, il faut les purger. Et après la purge, jugement et punition de ces gens qui trahissent l'intérêt national.

Oui la classe ouvrière est en état de légitime défense ! Et il est grand temps qu'elle remette en mémoire à nos gouvernants cette phrase de l'article 35 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, que fit inscrire Robespierre dans la Constitution de 1793 qui fondait la 1^{ère} république, cette phrase qui cingle toujours au visage les apprentis-tyrans et qui guide toujours les vrais républicains : *« quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection et pour le peuple et pour toute portion du peuple le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs ».*

Chers Amis, il faut toujours revenir à la base de cette démolition méthodique de nos droits et acquis. Cette démolition est en conformité avec le traité de Maastricht résumée par cette déclaration en 1999 par Hans Tietmeyer, ancien président de la Bundesbank. Ce personnage au début des années 1990 avait imposé ses vues aux négociateurs du traité de Maastricht avait déclaré sur les conditions sociales de la mise en place de l'euro, je cite : *« L'homme de la rue n'en est pas conscient. Tout le monde ne comprend pas encore de quoi il s'agit. La concurrence entre les systèmes de protection sociale sera plus forte, pas seulement vis-à-vis du monde non européen, mais aussi à l'intérieur de l'Europe. Il faut de la concurrence entre les systèmes fiscaux, tout comme entre les systèmes de protections sociales nationaux. Il n'y aura pas de retour en arrière, c'est définitif. Les hommes politiques n'ont plus de compte à rendre aux citoyens, mais seulement aux marchés financiers... avec la monnaie unique, nous ne pourrons plus jouer sur le taux de change, la seule variable d'ajustement de l'économie pour être compétitif sera donc l'emploi et l'écrasement des salaires et de la protection sociale. »*

Mario Draghi, ex-président de la Banque centrale européenne, l'homme de Goldman Sachs qui a dit haut et fort le 24 février 2012 lors d'une interview au Wall Street journal : *« le modèle social européen est mort, et il n'y a pas d'échappatoire*

possible à la mise en œuvre de politiques d'austérité très dures pour sauver l'euro. »
Oui notre pays doit crever pour sauver leur maudit euro. De nombreux brillants et d'éminents économistes disent, le problème aujourd'hui de notre politique économique, sociale, d'investissement, notre politique industrielle, c'est l'Euro et il faut en sortir. Avant l'euro, en 2001, notre industrie représentait encore 25% du PIB et aujourd'hui encore 9%.

Et ce sont ceux-là et tous les gouvernements maastrichtiens de droite comme de gauche, les serviteurs du grand capital qui nous ont promis le paradis en 1992 : « avec le traité de Maastricht un grand marché de 450 millions d'habitants va s'ouvrir qui nous apportera : prospérité, plein emploi, justice sociale, la paix. » Une vaste fumisterie ! Ils ont entubé les peuples jusqu'à l'os.

Combien de travailleurs frontaliers, m'ont dit : vous le Comité des Frontaliers vous étiez visionnaire, vous nous aviez informé à l'époque des dangers de ce traité dévastateur pour la classe ouvrière.

Il faut toujours le rappeler, l'UE est fondée sur les traités qui font obligation de privatiser, de mettre en concurrence les travailleurs et ainsi réduire à néant nos acquis sociaux.

Un mot sur les fondements de l'Europe ? Là aussi, il faut toujours le rappeler, ce sont les Américains qui étaient à l'initiative de cette Europe capitaliste (de nombreux documents historiques en font état) avec leurs petits valets nommés les pères de l'Europe : Schuman le « vénérable » (son parcours de Pétain à la CIA, il a été condamné pour indignité nationale !!!) et son fameux discours en 1950 rédigé par les Américains et son compère Jean Monnet traité par De Gaulle de traître et de petit financier à la solde des Américains. Monnet écrivit en mai 1943 à Harry Hopkins, conseiller du président Roosevelt : « ... *le général de Gaulle est un ennemi du peuple français et de ses libertés ; c'est un ennemi de la construction européenne, qu'en conséquence, il doit être détruit dans l'intérêt des Français, des Alliés et de la paix* ». Il faut savoir que le premier président de la commission européenne fut un nazi : Walter Hallstein, « formé » par la suite par les Américains. La construction européenne naît donc d'un curieux mélange de « pères fondateurs européens » proches des Américains, d'influence américaine portée par la CIA, d'argent de fondations américaines appartenant à des milliardaires.

Je vous recommande vivement de lire l'ouvrage du journaliste Jean-Loup Izambert : « Bilan noir – l'Union européenne contre la France ».

Il y consacre 28 pages sur la corruption permanente dans les sphères des institutions européennes, le scandale des vaccins Pfizer de la von der Leyen etc. etc.

Chers Amis, jusqu'à quand allons-nous accepter cette volonté destructrice de tout ce qui appartient au bien commun ? Ça ne peut plus durer !

Face à cette guerre sociale de destruction impitoyable menée contre la classe ouvrière, les directions syndicales doivent être dans une posture de radicalisation et non d'accompagnement, et préparer la grève générale. Seule la mobilisation unie des travailleurs et de leurs organisations est à même de bloquer la politique anti-ouvrière des Macron, Lecornu et cie.

Nous avons besoin d'un programme syndical et politique de rupture avec le capitalisme. Le syndicalisme doit renouer avec la lutte des classes. Il faut expliquer aux travailleurs que tant que le pouvoir économique est entre les mains de cette minorité de la population qui sont les banques, les assurances, la grande distribution, les groupes industriels, les multinationales, les prédateurs que sont les marchés financiers, **oui tant que le pouvoir est entre leurs mains, ceux-ci nous feront littéralement la peau pour préserver leur monstrueux bénéfices. Il faut les exproprier sans indemnités ni rachat.**

Les entreprises clés doivent revenir à la nation. Oui nationalisation des banques ; démanteler les marchés financiers ; il faut interdire les délocalisations, le libre-échange ; la libre circulation des capitaux ; les fonds spéculatifs, les paradis fiscaux, oui 1.000 milliards d'évasion fiscale chaque année dans l'UE ; Oui, annulation de la dette qui n'est pas celle des travailleurs. Ce n'est que par l'intervention des travailleurs, une mobilisation massive, sur le terrain de lutte de classe, qu'il y aura un changement de société, libérée de l'exploitation capitaliste. Oui un gouvernement ouvrier.

Nos états-majors syndicaux doivent cesser de croire à la fable de l'Europe sociale qui est impossible dans le cadre des traités dictatoriaux de Maastricht et de rompre avec la mal nommée Confédération européenne des syndicats (CES) créée et financée par l'UE, qui joue parfaitement son rôle de division et de trahison des luttes. Elle est l'appendice de l'UE pour casser le syndicalisme de lutte et laisser les mains libres au grand patronat européen, à la finance. Elle freine de tout son poids à Bruxelles afin que l'Europe des luttes ne se développe pas. Cette CES qui dit que *la société n'est pas divisée en classe mais en groupes divers entre lesquels il faut chercher une bonne harmonie...* ; qui dit *qu'il faut sauver le capitalisme du capitalisme* ; elle ne condamne pas les scandaleuses délocalisations mais *qu'il faut les rendre acceptables*. Cette CES invite à leur Congrès les fossoyeurs de nos conquêtes ouvrières : Ursula von der Leyen, la corrompue, Olaf Scholz et cie. Et ceux-ci ont eu droit, tenez-vous bien, à des applaudissements nourris à la fin de leur discours par les syndicalistes dont notre CGT. Je crois rêver. Mais on n'invite pas à un congrès syndical, les fossoyeurs des droits ouvriers et des fous de guerre. Benoit Frachon, Henri Krasuky ne cessent de se retourner dans leur tombe. **Il ne faut pas s'étonner alors que suite à leur posture de collaboration de classe, le mot grève générale est tabou par nos directions générales.**

Chers amis, je ne peux terminer mon intervention sans évoquer les tragédies des guerres. C'est l'horreur, c'est la barbarie. La paix mondiale est en danger.

Le génocidaire, l'exterminateur, Netanyaou, non content d'avoir fait de Gaza, durant des décennies, un camp de concentration à ciel ouvert, puis, depuis octobre 2023, un camp d'extermination pur et simple. Gaza est quasiment rasé, par l'irresponsable boucher génocidaire avec l'appui des USA et de l'UE, oui aucune sanction économique de leur part contre le génocidaire toujours impuni du Proche-Orient ! Oui Israël a violé des centaines de résolutions de l'ONU qui exigeaient la fin à l'occupation israélienne, la fin de l'Apartheid et du pouvoir colonial et raciste. Il faut savoir que Israël résulte, non pas d'une création quelconque des Nations Unies, mais d'un vol de territoire par la force en 1947. Israël a été construit par le terrorisme, a colonisé la Palestine en menant des actions terroristes : 1 million de Palestiniens chassé en 1947 de leur maison ; des centaines d'Oradour sur glane perpétrés par les milices terroristes de la Hagana, Irgound, Stern dirigés par Izak Shamir, Menahin Begin devenus premiers ministres. Ce sont les terroristes n° 1 avec les USA et leurs complices de l'UE qui ont mis à feu et à sang le Moyen-Orient.

Et la tragédie en Ukraine. Là aussi un travail de réinformation est nécessaire.

Cette tragédie aurait pu être évitée. Je ne suis pas pro-Poutine au contraire. Mais il faut tenir compte des faits, rien que les faits. Tels qu'ils sont évoqués par de nombreux spécialistes sérieux en géopolitique comme Emmanuel Tood, Caroline Galacteros, Nicolas Mircovics, Jacques Baud, les généraux Rouhre, Pinatel, les colonels Hervé Caresse et Hogard, Régis de Castelnau, Jacques Sapir, le général allemand Kujat, Alain Juillet, Pierre De Gaulle et bien d'autres.

Pour vous informer regardez les médias alternatifs : Espoir et dignité, Fréquence populaire, Elucid, Omerta, Tocsin... Les médias dominants TF1, France 2, Rtl, Europe1, LCI et tous les autres ne débitent que mensonges sur mensonges. Oui, ces piteux journalistes, ces ânes bâtés portent une grande responsabilité dans l'escalade de cette guerre et sont complices des milliers de morts.

Pierre De Gaulle, petit-fils du général a dit : « *Les USA sont les déclencheurs de guerre.* » Oui, Il faut le dire haut et fort, ce sont les Etats-Unis qui sont responsables de cette tragédie.

L'occident, les Etats-Unis, le système capitaliste n'a jamais accepté l'URSS, ni la Russie. Leur but était toujours de dépecer, démanteler ce pays pour mettre la main sur les richesses du sous-sol. Oui, c'est l'hystérie antirusse. Alors, comme le disait le De Gaulle, l'URSS a libéré l'Europe du nazisme, oui au prix de 27 millions de morts.

Et bien entendu, notre « belle » Union européenne (le caniche des USA qui fait tellement état de ses « valeurs », porte une lourde responsabilité dans cette tragédie. L'UE européenne a appuyé le coup d'État de Maidan en 2014. Et Kiev s'appuyant sur les milices néonazies Pravyi Sektor et le bataillon Azov, a bombardé sa propre population russophone du Dombas qui n'a pas accepté les mesures et les attaques russophobes croissantes contre les populations locales, suppression de la langue

russe etc. De 2014 à 2022, 14.000 personnes ont été tués dont 10.000 civils dans l'indifférence la plus totale de nos tartuffes de l'UE.

Le putsch de Maidan a été financé par les USA. Victoria Nuland, du Département d'Etat américain, avait publiquement dit le 13 décembre 2013 que son gouvernement a financé l'ex-opposition ukrainienne y compris les groupes d'assaut néonazis à hauteur de 5 milliards de dollars,

Et nos fous de guerre, et la folle de guerre la Von der Leyen, ces hypocrites ont le culot de clamer que la Russie viole le droit international qu'eux ne cessent de piétiner : Irak, Libye, Yougoslavie, Palestine, Syrie, Afghanistan, Yemen...des millions de morts. **Oui partout les occidentaux sont à l'œuvre, au nom de leurs « valeurs », de mettre les pays à feu et à sang.** Comme l'a dit si bien Dominique de Villepin : « *Daech est l'enfant monstrueux des politiques occidentales.* »

Alors que la Russie, et les faits sont les faits, à enclencher la règle des Nations-Unis, « le devoir de protéger sa population », oui protéger la population russe du Dombass qui était menacée début 2022 par de nouvelles frappes sanglantes des néonazis de Kiev.

Et les accords de Minsk de 2014 – 2015 qui n'ont pas été respectés : neutralité de l'Ukraine et autonomie du Dombas. A ce sujet, Hollande, Angela Merckel, Macron ont une profonde responsabilité du non-respect de ces accords parce qu'ils étaient les garants de la signature de ces accords en 2014 et 2015. Angela Merkel a fait les aveux en décembre 2022 au magazine « Die Zeit » : « *nous n'avons volontairement pas respecté les accords de Minsk, afin que l'Ukraine puisse se réarmer et faire la guerre à la Russie* ». Ce que le tordu Hollande a confirmé. C'est un acte criminel, ils doivent être traînés devant LEUR fameuse cours pénal internationale. **Car si ces accords avaient été respectés, il n'y aurait pas eu cette tragédie.**

Il faut aussi savoir qu'un plan de paix, le même cadre que les accords de Minsk, était préparé en mars 2022, un mois après le conflit. Zelenski et Poutine étaient d'accord sur ce plan, était parachevé. Nos médias n'ont pas dit un mot à ce sujet. Ce plan de paix était sabordé par les USA et l'UE. Cela a été confirmé par Naftali Bennet, ex premier ministre israélien qui était le médiateur. Boris Johnson a couru à Kiev, avec le soutien de la von der Leyen, ils sommaient Zelenski à retirer son offre de paix en échange d'une aide militaire illimitée de l'UE. **Les médias ukrainiens ont dit que les occidentaux ont fait capoter la paix. Alors où sont les responsables de cette guerre ? Oui, les dirigeants de cette UE avec les USA sont des criminels. Ils sont responsables de centaine de milliers de morts.**

Les dirigeants des USA sont les terroristes n° 1 sur la planète. Comme l'a dit Noam Chomski grand humaniste américain, je le cite : « *si les lois de Nuremberg (tribunal qui jugea les nazis en 1945) étaient appliquées, chaque président des États-Unis de l'après-guerre aurait été pendu.* » Et ces criminels osent revendiquer le prix Nobel de la Paix.

Il faut savoir et c'est prouvé, les USA ont saboté les gazoducs russo-allemand Nord Stream 1 et 2, sans aucune protestation de nos imbéciles français et allemand. Ce fut un acte de guerre.

Les USA ont rempli leurs missions : détacher la Russie de l'Europe. Les USA ont réaligné ses caniches européens sous son égide, leur imposant notamment de se réarmer massivement avec à la clé de juteux marchés pour le complexe militaro industriel américain, et nos imbéciles leur achèteront le gaz liquéfié et de schiste 5 x plus cher que le gaz russe. Là aussi trahison nationale.

Je déplore la position du Parlement européen qui régulièrement à la quasi-unanimité, droite, gauche, approuve les livraisons d'armes massives à Kiev afin que le massacre continue. Tellement ils sont ignares au géopolitique.

Et que dire de nos partis maastrichtiens de « gauche » et de droite à l'Assemblée nationale et au Sénat, tellement nuls et incultes en géopolitiques, aveuglés par leur russophobie, qui ne cessent de vociférer : « l'ignoble Poutine », et qui ont voté aussi les livraisons d'armes aux nazis de Kiev où est glorifié le génocidaire Stepan Bandera. En effet, Arno Klarsfeld, le fils du célèbre chasseur de nazi Serge Klarsfeld a dit, je le cite : *l'Ukraine n'a pas sa place en Europe. Elle doit cesser de glorifier ceux qui ont collaboré avec les nazis et tué des dizaines de milliers de juifs. Il y a Babi Yar (monument à la mémoire des juifs) et la rue qui y mène s'appelle Stepan Bandera, collaborateur du IIIe Reich, qui est glorifié dans les écoles, un génocidaire qui a tué des milliers de juifs.*

Il faut arrêter l'escalade prôner par nos fous de guerre, la folle de guerre Von der Leyen, le fou de guerre Merz et le fou de guerre Macron. Le despote **Macron en pleine déliquescence, encore 11% d'opinions favorables, ne représentant plus** rien au plan national, avec la corrompue folle de guerre Von der Leyen, Merz, Pistorius, ils ne cessent de clamer la soi-disant menace russe dans 3-4 ans, alors qu'ils disaient que les soldats russes sont alcooliques, sidaïques, mal commandés, doivent prendre des puces électroniques dans les machines à laver pour leurs missiles, se battent avec des pelles et. **Cela étant, les Russes défileraient-ils demain sur les champs Elysée et pourquoi faire ? Mais c'est quoi ce foutage de gueule, clamant mensonges sur mensonges** et bien sûr relayés par nos piteux journalistes. Oui, tout ce foutage de gueule pour faire peur à la population, dans le but calculé de créer absolument cette armée européenne dans le cadre d'une Europe fédérale dont le monsieur 11% rêve à être le président. Là ce serait la fin définitive de la souveraineté de la France.

De Gaulle, ce monument de l'indépendance nationale, de la souveraineté nationale n'arrête pas de tourner dans sa tombe en voyant la politique étrangère catastrophique de ce kéqué à l'Elysé, secondé de son ministre des Affaires étrangères, Barrot, ce Couve de Murville mais en *play mobile*.

A propos de De Gaulle. Rappelez-vous de l'incroyable photo prise dans le bureau ovale de Trump où les dirigeants européens, ses caniches, assis devant lui comme de petits écoliers. Imaginez-vous un De Gaulle dans cette position humiliante.

Chers amis, je termine, je crois que ce devoir de réinformation et de vérité sur ces tragédies est nécessaire. C'est notre devoir de militants de la paix gravé dans nos statuts.

Chers Amis, j'ai essayé de rendre compte de notre activité durant ces 48 années de lutte. Comme vous avez pu le constater, nous avons toujours œuvré dans le respect des orientations prises en 1977 à savoir :

Notre lutte contre toutes les discriminations qui frappent les travailleurs et retraités frontaliers va de pair avec notre lutte contre toutes remises en causes de nos conquêtes sociales arrachées par la lutte de classe souvent au prix du sang. Oui, rien ne nous a été donné. Rien n'est tombé du ciel.

Nous pouvons être fiers de notre bilan. Un travail considérable a été réalisé. Grâce au rassemblement des travailleurs frontaliers, 13.000 aujourd'hui au sein du CDTFM, de grandes revendications ont été satisfaites durant ces 48 années. De nombreuses revendications restent encore en suspens. Mais pour continuer ce combat pour la justice, notre organisation doit se donner les moyens pour la pérennité du CDTFM. Chers Amis, la moyenne d'âge de notre bureau directeur est de 69 ans. Il faut absolument rajeunir notre organe de direction ; que de jeunes militants s'investissent et y prennent des responsabilités pour assurer la continuité de notre combat engagé en décembre 1977. Et j'en connais, ils m'entendent ce matin. Oui il faut absolument pérenniser notre organisation.

Je termine en rappelant toujours que nous les travailleurs frontaliers sommes les pionniers de l'Europe mais pas de cette Union européenne du capital, de la spéculation, de la corruption, des délocalisations, des paradis fiscaux, de la guerre, oui de la guerre, nous ne voulons pas de dette Europe qui veut nous faire travailler jusqu'au tombeau ; de cette Europe qui par la voix de Mario Draghi dit : « le modèle social européen est mort. »

Nous appelons à l'unité des classes ouvrières européennes pour construire la vraie Europe, celle des nations, celle des travailleurs de la justice sociale, de la paix, débarrassés de l'exploitation capitaliste.

Nous faisons nôtre cette belle citation de Lucie Aubrac, cette figure emblématique de la résistance française : « Ne jamais se résigner face à l'injustice – le mot résistance doit toujours rester vivant. »

Merci pour votre attention.

Vive le comité de défense des travailleurs frontaliers de la Moselle.

Vive la lutte de classe,